



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

budget de l'État

Question au Gouvernement n° 4391

Texte de la question

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2017

M. le président. La parole est à M. Franck Reynier, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Franck Reynier. Monsieur le Premier ministre, depuis 2012, les prélèvements obligatoires ont augmenté de plus de 100 milliards d'euros, les dépenses publiques ont augmenté de plus de 90 milliards d'euros, la dette s'est aggravée de plus de 325 milliards d'euros, et le déficit n'est pas repassé sous la barre des 3 %.

M. Jean Launay. C'était combien avant ?

M. Franck Reynier. Décidément, tout au long de ce quinquennat, vous aurez dégradé la situation de notre pays. Vous avez mis les moteurs de la croissance à l'arrêt : la France est désormais bien loin derrière nos partenaires européens qui, pour la plupart, créent de l'emploi et de la croissance.

Pire, votre politique aura provoqué de nombreuses défaillances d'entreprises et porté le chômage à un niveau jamais atteint. Vous avez asphyxié les familles en augmentant leurs impôts. Le pouvoir d'achat des retraités a chuté. Vous demandez à nos territoires et à nos communes des efforts qui affectent la qualité du service rendu et qui pèsent sur leurs finances, alors que le Gouvernement a été incapable de réaliser un effort semblable au niveau de l'État.

Monsieur le Premier ministre, le budget sur lequel l'Assemblée nationale se prononcera tout à l'heure n'est pas à la hauteur des défis auxquels la France doit faire face. Au contraire, il ne fera qu'aggraver la crise dans laquelle est plongé notre pays.

Monsieur le Premier ministre, êtes-vous conscient de cette situation qui confirme plus que jamais la nécessité d'une alternance ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances. Monsieur Franck Reynier, le débat budgétaire est toujours un débat sérieux.

M. Christian Jacob. C'est pourquoi nous aurions aimé qu'il fût mené par un ministre sérieux !

M. Michel Sapin, ministre. Dans le cadre de ce débat, naturellement, des positions différentes peuvent s'affronter. Ce ne sont donc pas les critiques que vous avez formulées qui me gênent. Je vous le dirai sans vouloir vous agresser, ni vous insulter,...

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Encore heureux !

M. Michel Sapin, ministre. ...mais ce qui me gêne dans votre question, c'est le tissu de contrevérités que comprend votre question.

M. Guy Geoffroy. Arrêtez avec cela !

M. Michel Sapin, ministre. C'est une contrevérité de dire que le déficit a explosé. Si vous voulez savoir exactement quand les déficits ont explosé, examinez la période 2007-2012. Depuis 2012, les déficits sont à la baisse. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Ceux qui sont parvenus à maîtriser l'augmentation de la dette, à la stabiliser, c'est ce gouvernement et cette majorité, certainement pas le gouvernement précédent. La moindre des honnêtetés, lorsque l'on veut comparer les chiffres - en particulier quand on appelle à l'alternance, ce qui est parfaitement légitime de votre part -, c'est de regarder où en était la France en 2012. Elle était alors « en état de faillite », pour reprendre l'expression employée à l'époque par l'un des candidats à la primaire d'aujourd'hui. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Sortie de cet état de faillite, la France reprend progressivement – peut-être lentement, mais sûrement – des couleurs, de la vigueur, de la croissance. Elle crée à nouveau des emplois, ce qui permet – enfin ! – de faire diminuer progressivement le chômage. Voilà la réalité !

Vous avez abordé le projet de loi de finances de façon simpliste. Examinons ce qu'il contient : êtes-vous contre l'augmentation des crédits consacrés à la sécurité ? Si oui, dites-le ! Êtes-vous contre l'augmentation des crédits destinés à l'éducation ? Peut-être l'êtes-vous, mais alors il faut le dire ! Êtes-vous contre la baisse des impôts que nous avons proposée et qui sera votée dans quelques instants ? Si oui, dites-le !

C'est un budget sincère, un budget de progrès, qui remet la France sur les rails de la croissance et de la justice. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. – Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Données clés

Auteur : [M. Franck Reynier](#)

Circonscription : Drôme (2^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4391

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 novembre 2016](#)